

## POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

La présente Politique est établie par :

*La sprl HAVET & VANHUFFEL - ASSOCIATION D'AVOCATS dont le siège social est établi rue de Bruxelles, 51 à 1400 Nivelles*

*Ci-après, « le cabinet » ou « nous », « nos ».*

Nous sommes particulièrement attentifs à la protection des données à caractère personnel et au respect de la vie privée de toute personne amenée à entrer en contact avec nous. Nous agissons en toute transparence, conformément aux dispositions nationales et internationales en la matière notamment, le Règlement (U.E.) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après dénommé le « règlement général sur la protection des données » ou « R.G.P.D. »).

Ce document est destiné aux personnes physiques qui rentrent en contact avec le cabinet ou qui sont impliquées dans des dossiers traités par celui-ci, en ce compris celles qui :

- Naviguent sur notre site internet (<http://www.hv-a.be>) ;
- Demandent des informations relatives aux services du cabinet ;
- Sont les clients (en ce compris dans le cadre de mandat judiciaire) du cabinet ;
- Travaillent pour les clients du cabinet ou pour des fournisseurs de celui-ci ;
- Sont parties intervenantes ou concernées dans les dossiers gérés par le cabinet.

Le présent document d'information relatif à la protection des données à caractère personnel décrit la manière dont nous traitons vos données ainsi que les droits que vous pouvez exercer sur les données qui vous concernent en qualité de personne concernée.

Il peut être modifié à tout moment, afin notamment de nous conformer à toute évolution réglementaire, jurisprudentielle ou technologique. Nous vous invitons à le consulter régulièrement.

Vous pouvez réagir à l'une des pratiques décrites ci-après en nous contactant.

### 1. POURQUOI LE CABINET TRAITE-T-IL LES DONNÉES PERSONNELLES ?

Selon les données collectées et traitées ainsi que les catégories de personnes concernées, les finalités et les fondements juridiques de nos traitements diffèrent.

Nous collectons uniquement des données personnelles adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées. Suivant les finalités, la collecte des données est réalisée différemment.

Nous détaillons ci-dessous les données personnelles que nous recueillons sur nos clients, la raison de leur collecte, ainsi que les modalités de recueil de celles-ci.

<b>Traitement</b>	<b>Finalité(s) de l'utilisation</b>	<b>Fondement(s) juridique(s) du traitement</b>
<b>Gestion de la défense des intérêts de nos clients et de leurs demandes</b>	Nous traitons les données dans le cadre de l'exécution des missions qui nous sont confiées par nos clients, personnes morales ou physiques, qu'il s'agisse de mission de conseil, d'assistance ou de représentation en justice.	Ce traitement est nécessaire : <ul style="list-style-type: none"><li>- à la réalisation de nos obligations légales conformément au Code judiciaire, et notamment, pour les actes de procédure (article 6.1.c. du R.G.P.D.).</li><li>- à l'exécution du contrat qui nous lie à nos clients personnes physiques ou à l'exécution de mesures précontractuelles (article 6.1.b. du R.G.P.D.)</li><li>- à la réalisation de l'intérêt légitime de nos clients pour ce qui concerne le traitement</li></ul>

		<p>de données relatives à d'autres personnes que notre client personne physique dès lors que le traitement des données est nécessaire à l'exécution de notre mission (article 6.1.f. du RGPD).</p> <p>Nous pouvons également traiter des données sensibles (catégories particulières de données à caractère personnel), chaque fois que cela est rendu nécessaire par la constatation, l'exercice ou la défense d'un droit en justice conformément aux dispositions de l'article 9 §2, f. du R.G.P.D et à l'article 10, §1, 2° de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, ou avec le consentement exprès de la personne concernée (article 9 §2, a. du R.G.P.D ).</p>
<p><b>Gestion administrative des dossiers de nos clients et de notre base de données de contacts</b></p>	<p>Nous traitons les données personnelles pour l'ouverture des dossiers, l'encodage des prestations ainsi que les coordonnées de contact des personnes avec lesquelles nous interagissons dans ces dossiers.</p>	<p>Ce traitement est nécessaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à l'exécution du contrat qui nous lie à nos clients (article 6.1.b. du R.G.P.D.)</li> <li>- à la réalisation de l'intérêt légitime de nos clients pour ce qui concerne le traitement de données relatives à d'autres personnes que notre client personne physique dès lors que le traitement des données est nécessaire à la défense des droits et intérêts de nos clients (article 6.1.f. du RGPD).</li> </ul>
<p><b>Gestion de nos obligations légales et déontologiques liées à notre profession</b></p>	<p>Nous traitons les données personnelles pour nous conformer à nos obligations légales (notamment en matière de prévention contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme) et déontologiques (notamment pour la gestion des conflits d'intérêts et le contrôle de nos comptes de tiers)</p>	<p>Ce traitement est nécessaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à la réalisation de nos obligations légales découlant notamment du Code judiciaire par exemple ou visées par la loi du 18 septembre 2017 relative à <i>la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces</i> et par le Code de déontologie de l'avocat, notamment en matière de lutte contre le blanchiment et le terrorisme (article 6.1.c. du R.G.P.D.)</li> <li>- À la réalisation de notre intérêt légitime, dès lors que nous avons mis en balance cet intérêt et les intérêts ou libertés et droits fondamentaux du client (article 6.1.f. du R.G.P.D.).</li> </ul> <p>Notre intérêt légitime est de pouvoir exécuter les missions qui nous sont confiées par nos clients, et ce en tenant compte des obligations qui nous incombent en termes de responsabilité et de déontologie professionnelles notamment, lorsque nous nous conformons à des obligations déontologiques ou aux usages de la profession.</p>
<p><b>Gestion des médiations</b></p>	<p>Nous traitons les données personnelles pour assurer dans les meilleures conditions le processus de médiation, notamment par la prise de notes, la réalisation de rapport et la communication avec les parties.</p>	<p>Ce traitement est nécessaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à la réalisation de nos obligations légales (article 6.1.b. du R.G.P.D.)</li> <li>- à l'exécution du contrat qui nous lie aux parties (article 6.1.b. du R.G.P.D.)</li> </ul> <p>Nous pouvons également être amenés à traiter des</p>

		données sensibles (Catégories particulières de données à caractère personnel) chaque fois que cela est rendu nécessaire par la constatation, l'exercice ou la défense d'un droit en justice conformément aux dispositions de l'article 9.2, f. du R.G.P.D. ou avec le consentement exprès de la personne concernée (article 9.2, a. du R.G.P.D).
<b>Gestion de la comptabilité</b>	Nous traitons les données personnelles pour établir notre facturation.	Ce traitement est nécessaire à la réalisation de nos obligations légales définies par le Code de droit économique et le Code T.V.A. en matière fiscale et comptable (article 6.1.c. du R.G.P.D).
<b>Gestion des relations précontractuelles</b>	Nous traitons les données personnelles afin de répondre aux offres de services ou aux demandes de collaboration ou de stage	Ce traitement est nécessaire à la réalisation de mesures précontractuelles (article 6.1.b. du R.G.P.D.) en vue de permettre ou faciliter une relation contractuelle future.
<b>Gestion de nos fournisseurs</b>	Nous traitons les données personnelles dans le cadre de nos obligations contractuelles à l'égard du client.	Ce traitement est nécessaire : <ul style="list-style-type: none"> <li>- à la réalisation de nos obligations légales visées par le Code de droit économique en matière fiscale et comptable (article 6.1.c. du R.G.P.D.).</li> <li>- à l'exécution du contrat qui nous lie au fournisseur ou à l'exécution de mesures précontractuelles (article 6.1.b. du R.G.P.D.)</li> <li>- à la réalisation de notre intérêt légitime pour ce qui concerne le traitement de données relatives à d'autres personnes que notre client personne physique (mandataire, personne de contact du fournisseur) (article 6.1.f. du RGPD). Notre intérêt légitime réside dans le fait que ces données sont nécessaires pour exécuter le contrat conclu avec le fournisseur ou en facilite l'exécution.</li> </ul>
<b>Gestion de la communication</b>	Nous traitons les données afin de communiquer les informations juridiques ou relatives à notre activité ou aux événements que nous organisons.	Ce traitement est nécessaire à la poursuite de notre intérêt légitime, dès lors que nous avons mis en balance cet intérêt et les intérêts ou libertés et droits fondamentaux du client (article 6.1.f. du R.G.P.D.).  Notre intérêt légitime est d'offrir et de promouvoir nos services et/ou de partager avec nos clients des messages d'information qui correspondent à ce qu'ils peuvent raisonnablement attendre de nous dans le contexte de notre relation existante ou future.  Les clients peuvent à tout moment s'opposer à ce traitement en nous contactant.
<b>Gestion de notre contentieux éventuel et récupération de nos honoraires</b>	Nous pouvons être amenés à utiliser des données personnelles pour défendre nos intérêts en justice dans le cadre d'un éventuel contentieux.	Ce traitement est nécessaire à la poursuite de notre intérêt légitime, dès lors que nous estimons avoir un intérêt à défendre nos droits et intérêts (article 6.1.f. du R.G.P.D.).  Nous pourrions également être amenés à traiter des données sensibles (Catégories particulières de données à caractère personnel), chaque fois que cela est rendu nécessaire par la constatation, l'exercice ou la défense de nos droits en justice conformément aux dispositions de l'article 9.2, f. du R.G.P.D. ou de l'article 10, §1, 1° de la loi du 30

		juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.
<b>Gestion de nos obligations en matière de protection des données</b>	Nous devons nous conformer aux obligations imposées en application du RGPD, notamment pour assurer la sécurité des données et répondre aux demandes qui nous sont adressées par les personnes concernées ou autorités de contrôle.	Ce traitement est nécessaire à la réalisation de nos obligations légales définies par le RGPD et la législation belge en matière de protection des données à caractère personnel.

## **2. QUELLES SONT LES DONNÉES PERSONNELLES QUI SONT TRAITÉES PAR LE CABINET ET D'OU PROVIENNENT-ELLES ?**

Nous collectons uniquement des données personnelles adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées. Suivant les finalités, la collecte des données est réalisée différemment.

Nous détaillons ci-dessous les données personnelles que nous recueillons sur nos clients, la raison de leur collecte, ainsi que les modalités de recueil de celles-ci.

<b>Traitement</b>	<b>Catégories de données collectées et traitées</b>	<b>Modalités de la collecte - source des données</b>
<b>Gestion de la défense des intérêts de nos clients et de leurs demandes</b>	<p>Données d'identification personnelles (nom, prénom...) et données de contact (adresse postale, adresse mail, numéro de téléphone...),</p> <p>Données d'identification de l'entreprise (N° BCE, N°TVA, ...),</p> <p>Données relatives aux titres, fonctions et mandats, Numéro de registre national,</p> <p>Données relatives à la formation et à l'affiliation professionnelles (affiliation, droit d'accès à profession ...)</p> <p>Activités professionnelles (activités professionnelles, relations d'affaires ...),</p> <p>Données bancaires et de transactions financières (données relatives aux paiements ...),</p> <p>Caractéristiques personnelles (date de naissance, genre, nationalité ...),</p> <p>Données patrimoniales (possessions meubles et immeubles...),</p> <p>Situation maritale et familiale (statut marital, régime matrimonial, filiation, composition de ménage ...),</p> <p>Capacité juridique des personnes physiques (statut de la personne (minorité, incapacité...) et personnes habilitées à la représenter (tuteur, titulaire de l'autorité parentale ...),</p> <p>Données relatives à la situation financière (avertissement extrait de rôle, endettement ...),</p> <p>Données relatives à la situation juridique d'une entreprise (faillite ...),</p> <p>De manière générale toutes les données nécessaires à la constatation, à l'exercice ou à la défense des intérêts en justice de nos clients.</p>	<p>Soit directement auprès de notre client.</p> <p>Soit auprès d'un tiers tel que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Compagnie d'assurance</li> <li>○ Partie adverse</li> <li>○ Conseil technique</li> <li>○ Autorité judiciaire ou administrative</li> <li>○ Autorité publique</li> <li>○ Registre national</li> </ul> <p>Soit parce que notre client, la personne concernée, un ordre professionnel ou une autorité publique les a rendues publiquement accessibles (BCE, Moniteur belge ...)</p>

	Données de catégories particulières telles que les données concernant la santé, les condamnations pénales ou les infractions, l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses, l'appartenance à un syndicat ou les orientations sexuelles.	
<b>Gestion administrative des dossiers de nos clients et de notre base de données de contacts</b>	Données d'identification personnelles et données de contact, Données d'identification de l'entreprise, Données relatives aux titres, fonctions et mandats, Données relatives à situation professionnelle dans l'entreprise, Données relatives à une assurance.	Soit directement auprès de notre client. Soit auprès d'un tiers tel que : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Compagnie d'assurance</li> <li>○ Partie adverse</li> <li>○ Conseil technique</li> <li>○ Autorité judiciaire ou administrative</li> <li>○ Autorité publique</li> <li>○ Bases de données publiques</li> </ul> Soit parce que notre client, la personne concernée, un ordre professionnel ou une autorité publique les a rendues publiquement accessibles
<b>Gestion de nos obligations légales et déontologiques liées à notre profession</b>	Données d'identification personnelles et les données de contact, Données d'identification de l'entreprise, Données relatives aux titres, fonctions et mandats, Numéro de registre national, Données figurant sur un document d'identité (carte d'identité, passeport), Données patrimoniales (participation à l'actionariat, tiers bénéficiaires...), Données bancaires et de transactions financières De manière générale toutes les données nécessaires pour remplir nos obligations.	Soit directement auprès de notre client. Soit auprès d'un tiers tel que : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Compagnie d'assurance</li> <li>○ Partie adverse</li> <li>○ Conseil technique</li> <li>○ Autorité judiciaire ou administrative</li> <li>○ Autorité publique (police, administration communale, etc.)</li> <li>○ Registre national</li> <li>○ Bases de données publiques ou Registre UBO</li> </ul> Soit parce que notre client, la personne concernée, un ordre professionnel ou une autorité publique les a rendues publiquement accessibles
<b>Gestion des médiations</b>	Données d'identification personnelles et données de contact, Données d'identification de l'entreprise, Données bancaires et de transactions financières Données relatives aux titres, fonctions et mandats, Données de catégories particulières telles que les données concernant la santé, les condamnations pénales ou les infractions, l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses, l'appartenance à un syndicat ou les orientations sexuelles. De manière générale toutes les données nécessaires à l'accomplissement de la mission qui nous est confiée.	Soit directement auprès de notre client. Soit auprès d'un tiers tel que : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Bureau d'aide juridique</li> <li>○ Compagnie d'assurance</li> <li>○ Partie adverse</li> <li>○ Conseil technique</li> <li>○ Autorité judiciaire ou administrative</li> <li>○ Autorité publique</li> </ul> Soit parce que notre client, la personne concernée, un ordre professionnel ou une autorité publique les a rendues publiquement accessibles
<b>Gestion de la comptabilité</b>	Données d'identification personnelle et données de contact Données d'identification de l'entreprise	Soit directement auprès de notre client. Soit parce que notre client ou une autorité publique les a rendues publiquement accessibles.

	Données bancaires et de transactions financières Données comptables (données figurant sur les documents et pièces comptables...) Données relatives aux prestations	
<b>Gestion des relations précontractuelles</b>	Données d'identification personnelle et données de contact En outre, en cas de recrutement ou de demande de stage : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Caractéristiques personnelles (âge, sexe, date de naissance, votre pays, langue maternelle)</li> <li>- Données relatives à la formation et à l'affiliation professionnelles (affiliation, droit d'accès à profession ...)</li> <li>- Activités professionnelles (profession, diplôme, carrière, etc.)</li> <li>- Compétences (soft skills, informatique...) et hobbies</li> </ul>	Directement auprès de notre client ou de la personne concernée.
<b>Gestion de nos fournisseurs</b>	Données d'identification personnelle et données de contact Données d'identification de l'entreprise Données bancaires et de transactions financières Données relatives aux prestations	Soit directement auprès de notre client. Soit parce que notre client ou une autorité publique les a rendues publiquement accessibles (Banque Carrefour des entreprises)
<b>Gestion de la communication</b>	Données d'identification personnelle et de contact Données professionnelles	Soit directement auprès de notre client. Soit parce que notre client les a rendues publiquement accessibles
<b>Gestion de notre contentieux éventuel et récupération de nos honoraires</b>	Données d'identification personnelle et données de contact Données d'identification de l'entreprise, Données bancaires et de transactions financières, Données relatives aux titres, fonctions et mandats, Données de catégories particulières telles que les données concernant la santé, les condamnations pénales ou les infractions, l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses, l'appartenance à un syndicat ou les orientations sexuelles. De manière générale toutes les données nécessaires à la constatation, à l'exercice ou à la défense de nos intérêts en justice.	Soit directement auprès de notre client. Soit obtenues auprès de la compagnie d'assurance Soit parce que notre client, la personne concernée, un ordre professionnel ou une autorité publique les a rendues publiquement accessibles
<b>Gestion de nos obligations en matière de protection des données</b>	Potentiellement, toutes les données à caractère personnel que nous traitons dans le contexte des traitements susmentionnés.	

### **3. AVEC QUI LE CABINET PARTAGE-T-IL LES DONNÉES PERSONNELLES ?**

Tout partage de données s'effectue dans le respect du secret professionnel, des règles déontologiques et du présent document.

Les données énumérées ci-dessus sont accessibles aux personnes membres de l'équipe du cabinet ou tout confrère, intervenant comme collaborateur ou avocat spécialisé, ou tout conseil technique dans la stricte mesure nécessaire à l'exécution des obligations du cabinet. Le cabinet peut également faire appel à des avocats externes pour des prestations ponctuelles (tel un remplacement à une audience) ou pour des prestations dans le cadre d'une collaboration ponctuelle.

Le cabinet est susceptible de transmettre, dans la mesure nécessaire, des données :

- aux autorités judiciaires ou administratives ou auxiliaires de justice, et plus généralement à tout tiers concerné par le dossier dans le cadre de la défense des intérêts de ses clients ;
- aux parties adverses dans la cadre de la défense des intérêts de ses clients ;
- aux organismes bancaires ou d'assurances dans la cadre de la défense des intérêts de ses clients, en ce compris les assurances « défense en justice » ;
- à des instances ordinales (un bâtonnier, par exemple) dans le cadre d'obligations déontologiques, de la législation relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme ou dans le cadre d'un différend d'ordre déontologique ;
- à ses assureurs ou conseils dans le cadre la gestion de son contentieux ;
- à l'administration fiscale dans le cadre de la tenue de sa comptabilité.

Le cabinet peut être amené à devoir transmettre les données personnelles à des tiers en vertu de la loi, de décrets ou d'autres dispositions réglementaires ou déontologiques auxquelles il ne peut se soustraire.

Le cabinet peut également partager certaines données avec ses cocontractants, qualifiés de « sous-traitant » au sens du R.G.P.D., dans la mesure strictement nécessaire au fonctionnement d'applications ou systèmes de gestion informatisés ou non informatisés auxquels le cabinet a souscrit, moyennant des garanties contractuelles.

Les prestataires de services avec qui nous sommes amenés à partager les données sont les suivants :

<b>Type de prestataire de service</b>	<b>Localisation</b>
Prestataires de solutions informatiques et de maintenance de l'infrastructure et des systèmes	En Europe
Prestataires de service d'hébergement / Cloud	En Europe
Comptables et prestataires de services financiers	En Europe
Banques / Assurances	En Europe
Assureur tiers-payeur	En Europe
Avocats – collaborateurs – avocats-stagiaires	En Europe
L'Ordre des barreaux francophones et germanophone (Avocats.be)	En Europe

Pour des raisons de sécurité, la liste des sous-traitants, leur domaine d'activités, la finalité poursuivie et le cas échéant le pays dans lequel les données sont traitées et hébergées ne sont pas disponibles sur notre site, mais à la première demande des personnes concernées.

#### 4. COMBIEN DE TEMPS LE CABINET GARDE-T-IL LES DONNÉES PERSONNELLES ?

La durée de conservation des données personnelles varie selon les finalités des traitements de ses données. Cette durée est limitée en tenant compte des éventuelles obligations de conservation que la loi nous impose. Elle peut être prolongée en cas de litige dans le cadre duquel les données sont nécessaires pour la constatation, l'exercice ou la défense de nos droits en justice.

<b>Le traitement</b>	<b>Durée</b>
<b>Gestion de la défense des intérêts et des demandes des clients</b>	La durée de conservation est de 5 ans à compter de la fin de la relation avec le cabinet, sauf obligation légale de conserver le dossier pendant 10 ans en application de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces
<b>Gestion administrative des dossiers de nos clients et de notre base de données de contacts</b>	La durée de conservation est de 10 ans à compter de la clôture du dossier.
<b>Gestion de la mission de médiation</b>	La durée de conservation est de 5 ans à compter de la fin de la médiation.
<b>Gestion de nos obligations légales et déontologiques liées à notre profession</b>	La durée de conservation dépend des délais légaux de conservation imposés et de la période notre responsabilité peut être engagée.
<b>Gestion de la comptabilité</b>	La durée de conservation des données comptable est de 7 ans à compter de l'année durant laquelle le client a été encodé comptablement.
<b>Gestion des relations précontractuelles</b>	Nous sommes susceptibles de conserver les C.V. pendant une année dans notre réserve de recrutement.
<b>Gestion de nos fournisseurs</b>	La durée de conservation des données comptable est de 7 ans à compter de l'année durant laquelle le client a été encodé comptablement. Pour ce qui concerne l'exécution du contrat, durée du contrat prolongée du délai de prescription de l'action pouvant en découler.
<b>Gestion de la communication</b>	La durée de conservation est de 2 ans à partir de notre dernier contact.
<b>Gestion du contentieux du cabinet</b>	Les données sont supprimées après l'exécution du jugement ou la clôture définitive du litige.
<b>Gestion de nos obligations en matière de protection des données</b>	Les données relatives à l'exécution d'obligations résultant de la législation (suivi d'une demande d'exercice de droit, réponse à une demande d'une autorité de contrôle ...) sont conservées 5 ans à des fins probatoires.

#### 5. LE CABINET TRANSFÈRE-T-IL LES DONNÉES PERSONNELLES EN DEHORS DE L'UNION EUROPÉENNE ?

Les transferts des données vers un pays hors de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen ne seront autorisés, que si et seulement si :

- La Commission européenne a rendu une décision qui établit que ce pays assure un niveau de protection adéquat des données, c'est-à-dire équivalent à celui prévu par la législation européenne. Les données personnelles seront transférées sur ce fondement.



- Le transfert est couvert par une garantie appropriée accordant un niveau de protection des données équivalent à celui prévu par la législation européenne, telle que les clauses contractuelles types de la Commission, un Code de conduite, une certification, des règles d'entreprise contraignantes, le consentement.

En l'absence de décision d'adéquation ou des garanties appropriées, un transfert ou un ensemble de transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers reste possible si ce transfert est nécessaire à la constatation, à l'exercice ou à la défense de droits en justice.

## **6. COMMENT PROTÉGEONS-NOUS LES DONNÉES PERSONNELLES QUE NOUS TRAITONS ?**

En toutes circonstances, nous assurons un niveau adéquat de sécurité technique et organisationnelle des données personnelles des clients, en vue de les prémunir de toute fuite de données, notamment la perte, la destruction, la divulgation publique, l'accès non autorisé ou tout usage abusif. Cependant et si le client a connaissance de l'existence d'une fuite de données ou s'il en suspecte une, nous lui demandons de nous la signaler immédiatement en nous contactant.

Pour des raisons de sécurité, la liste des sous-traitants, leur domaine d'activités, la finalité poursuivie et le cas échéant le pays dans lequel les données sont traitées et hébergées ne sont pas disponibles sur notre site, mais à la première demande des personnes concernées.

## **7. QUELS SONT LES DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES ET COMMENT NOUS CONTACTER ?**

Excepté si une disposition légale en vigueur en Belgique ne le permet pas, en ce compris le R.G.P.D., ou si le secret professionnel s'y oppose, les clients ont les droits suivants :

- Le droit d'accès en ce compris le droit de savoir que le cabinet traite leurs données personnelles ;
- Le droit de recevoir une copie des données traitées ;
- Le droit de rectification des données traitées ;
- Le droit de retrait du consentement ;
- Le droit de s'opposer au traitement de leurs données personnelles notamment si leurs données personnelles sont traitées sur la base de notre intérêt légitime ;
- Le droit de limiter le traitement des données traitées ;
  - Si le client conteste l'exactitude de ces données. Dans l'attente de l'évaluation des intérêts en présence avant l'exercice du droit d'opposition au traitement de certaines données personnelles.
  - Si le traitement de ses données personnelles est illégitime, mais que notre client ne souhaite néanmoins pas exercer son droit à l'effacement des données.
  - Si nous n'avons plus besoin des données personnelles du client, mais qu'il en a besoin dans le cadre d'une action en justice.
- Le droit à l'effacement des données traitées ;
- Le droit à la portabilité des données traitées ;
- Le droit de déposer une plainte auprès de l'Autorité de protection des données :

[www.autoriteprotectiondonnees.be](http://www.autoriteprotectiondonnees.be)  
 Rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles  
 Téléphone : +32 (0)2 274 48 00  
 Télécopie : +32 (0)2 274 48 35  
 Courriel : [contact@apd-gba.be](mailto:contact@apd-gba.be)

Pour de plus amples informations sur les plaintes et voies de recours possibles, les clients sont invités à consulter la page suivante de l'Autorité de protection des données : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/citoyen/agir/introduire-une-plainte>

Nous ne manquerons pas de donner suite aux demandes du client dans les meilleurs délais et au plus tard dans le mois qui suit la réception de sa demande, nous l'informerons des suites que nous y

avons réservées.

Selon la difficulté de sa demande ou le nombre de requêtes que nous recevons d'autres personnes, ce délai pourra être prolongé de deux mois. Dans ce cas, le client sera averti de cette prolongation dans le mois suivant la réception de son formulaire.

En toutes circonstances, lors de la communication de ces informations, nous sommes toujours dans l'obligation de tenir compte des droits et libertés des autres personnes.

Le client peut exercer ses droits en s'adressant au cabinet à l'adresse mail suivante : [info@hv-a.be](mailto:info@hv-a.be) ou par envoi postal au cabinet, à l'attention de Me Annabelle Van Huffel ou de Me Benoît Havet.

Nous prions les personnes concernées de joindre à leur demande les pièces ou informations nécessaires à prouver leur identité, à défaut nous pourrions leur revenir afin de solliciter une preuve de leur identité, par exemple une copie de leur carte d'identité, en vue de donner les suites utiles à leur demande.

Enfin, lorsque la demande d'exercice de droit est manifestement infondée ou excessive, notamment en raison de son caractère répétitif, elle pourra être refusée ou faire l'objet du paiement de frais raisonnables qui tiennent compte des coûts administratifs supportés pour fournir les informations, procéder aux communications ou prendre les mesures demandées.

## **8. QUELS SONT LE DROIT APPLICABLE ET LA JURIDICTION COMPÉTENTE ?**

La présente Politique est régie par le droit belge. Tout litige relatif à l'interprétation ou l'exécution de la présente Politique sera soumis au droit belge.

## **9. UTILISONS-NOUS DES COOKIES OU AUTRES TRACEURS ?**

Le cabinet n'utilise que des cookies fonctionnels destinés à assurer la navigation sur son site internet. Il ne collecte pas d'informations sur les internautes qui consultent le site.

## **10. MODIFICATIONS**

Le Cabinet peut à tout moment apporter, pour différentes raisons, des corrections, des compléments ou des modifications au présent document d'information sur la politique de protection des données. La version la plus actuelle peut être consultée en permanence sur notre site internet.

*Dernière mise à jour le 22 avril 2021.*